

## Chavez est resté à l'écart de la libération d'Ingrid Betancourt

**CARACAS (AFP) - Le président vénézuélien Hugo Chavez, artisan de la libération de six otages, est resté totalement à l'écart de celle de la plus célèbre captive des FARC, la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, libérée mercredi par l'armée colombienne avec 14 autres personnes.**



Hugo Chavez le 1er juillet 2008 à Tucuman au nord de l'Argentine  
(© AFP/Présidence vénézuélienne/Archives - Marcelo Garcia)

Seize heures après l'annonce du succès de l'opération colombienne, M. Chavez ne l'avait pas encore commentée. Récemment, il s'était montré pessimiste sur les chances d'une libération rapide. "Pourvu qu'Ingrid tienne le coup, mais je crois que tant que (le président colombien Alvaro) Uribe sera là, ce sera très difficile", avait-il dit.

Entre août et novembre 2007, le chef de l'Etat vénézuélien avait joué un rôle de médiateur, avec l'aval de son homologue colombien, en vue de parvenir à un échange entre des otages des Forces armées révolutionnaires de Colombie et des guérilleros emprisonnés.

Quelques mois plus tard, M. Uribe décidait de se passer des services de M. Chavez, ce qui déclenchait une crise dans les relations entre les pays, qui a connu plusieurs rebondissements et se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Malgré la crispation des relations bilatérales, entre janvier et février, M. Chavez a accueilli au Venezuela six otages, libérés unilatéralement par la guérilla en signe de bonne volonté à l'égard du président vénézuélien.

Aux yeux de l'opinion internationale, M. Chavez est alors apparu comme un élément-clé des pourparlers pour de futures libérations.

Le président français Nicolas Sarkozy, qui avait fait de la libération d'Ingrid Betancourt une des priorités de son mandat, lui avait demandé à plusieurs reprises de continuer à intervenir et de cultiver ses liens avec les FARC.

Toutefois, M. Chavez avait reconnu au cours des derniers mois qu'il avait perdu le contact avec les FARC après la mort de leur numéro deux Raul Reyes, abattu par l'armée colombienne lors d'une opération contre un camp de la guérilla en territoire équatorien le 1er mars.

"Je vais malgré tout continuer à faire tout mon possible non seulement pour la libération d'Ingrid Betancourt, mais aussi pour celle de tous les détenus des FARC dans la jungle colombienne", avait récemment déclaré M. Chavez.

"Je crois que la médiation de Chavez et du président (équatorien Rafael) Correa est importante. Ce sont des alliés importants du processus, mais à condition qu'ils respectent la démocratie colombienne", a dit Ingrid Betancourt après sa libération.

La saisie par l'armée colombienne en mars d'ordinateurs dans le campement de Raul Reyes - dont le contenu établit, selon les autorités colombiennes, des relations compromettantes entre le gouvernement vénézuélien et la guérilla - a mis un point final au processus impliquant M. Chavez.

Le président vénézuélien a dû justifier ses contacts avec la guérilla, regrettant que son rôle dans la libération de six otages ait été aussi rapidement oublié.

"La seule chose qui m'a poussé à entrer en contact avec (les FARC), c'est l'échange humanitaire. En un ou deux mois à peine, nous avons obtenu la libération d'un groupe important d'otages. (...) Personne n'en parle plus", a déploré M. Chavez.

En juin, après la mort du numéro un des FARC, Manuel Marulanda, et plusieurs mois après avoir défendu l'octroi du statut de force belligérante à la guérilla, M. Chavez avait réclamé la libération sans contrepartie de tous les otages, estimant que la lutte armée n'était plus d'actualité en Amérique latine.

"Chavez sait que les coups portés par le gouvernement colombien à la guérilla sont mortels et a décidé de ne pas sombrer avec le Titanic, d'autant que la majorité de la population vénézuélienne ne soutient pas les FARC", a déclaré à l'AFP l'analyste Luis Vicente Leon, de l'institut d'enquêtes Datanalisis.